La foi, l'invention et la pédagogie : l'apostolat technique d'Alfred Piedfort de la Belle Époque à l'Occupation

Faith, invention and education: local technical apostolate from the Belle Époque to the Occupation

Stéphane Lembré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/718>

DOI : 10.4000/ephaistos.718

ISSN : 2552-0741

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

ISSN : 2262-7340

Référence électronique

Stéphane Lembré, « La foi, l'invention et la pédagogie : l'apostolat technique d'Alfred Piedfort de la Belle Époque à l'Occupation », *e-Phaïstos* [En ligne], III-1 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ephaistos/718> ; DOI : 10.4000/ephaistos.718

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

La foi, l'invention et la pédagogie : l'apostolat technique d'Alfred Piedfort de la Belle Époque à l'Occupation

Faith, invention and education: local technical apostolate from the Belle Époque to the Occupation

Stéphane Lembré

- 1 Âgé et retiré non loin de Calais, Alfred Piedfort éprouve encore au début de l'Occupation, alors que son ami d'enfance, le maréchal Pétain, est devenu le chef d'un État dont il espère l'aide pour protéger Calais, le besoin de coucher par écrit des cahiers de « pensées sans ordre ». Leur désordre, assumé, n'exclut pas que s'y révèlent ses centres d'intérêt, l'activité inventive et la pédagogie, révélatrices de la vie de cet homme d'Église né en 1864, ordonné prêtre en 1889, fondateur et directeur emblématique à partir de 1903 de l'institut industriel calaisien détruit par un incendie en mai 1940. Fondée au début du XX^e siècle, cette œuvre privée au service de l'industrie locale du tulle était devenue en 1927 l'école municipale de la dentelle, également connue sous le nom d'Institut Jacquard¹.
- 2 Une telle évolution implique de comprendre l'action locale d'un homme qui conçoit ensemble son apostolat religieux, social et technique et son développement au moment où les débats s'intensifient autour de la législation de l'enseignement technique et où la guerre scolaire domine l'actualité. À la rencontre de l'offre locale d'enseignement technique, de la figure de l'inventeur et de la philotechnie longtemps mésestimée de l'Église catholique², comment l'action d'un individu, constamment soucieux de mettre en valeur son action, peut-elle imposer durablement une institution de formation adaptée aux besoins locaux de main-d'œuvre qualifiée, mais en décalage avec les évolutions nationales que connaît cet ordre d'enseignement ? L'importance des initiatives et des stratégies locales dans l'institutionnalisation de l'enseignement technique, désormais reconnue³, trouve dans le cas de l'institut industriel calaisien un exemple privé original,

démontrant l'implication prudente du patronat et le soutien possible de l'Église autour d'un projet modeste et sous contrôle grâce à un fonds d'archives qui constituent l'un des rares ensemble documentaire permettant de suivre l'action d'un « entrepreneur » privé d'éducation⁴. Les travaux sur l'invention convergent également vers une histoire sociale des acteurs de la construction des savoirs techniques⁵. Avec l'institut industriel calaisien, l'occasion est donnée d'étudier avec une précision inédite une institution privée d'enseignement technique dirigée par un ecclésiastique inventeur, depuis ses origines dans les dernières années du XIX^e siècle jusqu'au début des années 1940⁶.

- 3 L'ampleur du travail du fondateur se mesure à la fois par le défi que constituait la création d'une institution dans un contexte diversement hostile et par sa pérennité en dépit des obstacles économiques et politiques rencontrés. Cet institut industriel calaisien est une fondation édifiée à partir des besoins locaux de la puissante industrie du tulle, importée à Calais près d'un siècle plus tôt. À cet égard, elle participe d'un mouvement plus large d'institutionnalisation de l'enseignement technique, dont on trouverait d'autres exemples dans la plupart des centres industriels, dans le sillage de la création des écoles nationales professionnelles (1880) et des écoles pratiques de commerce et d'industrie (1892). Longtemps, la reconnaissance des « besoins » de personnel qualifié était restée sporadique, et c'est seulement dans les années 1870 que les industriels calaisiens, au sein notamment de la chambre syndicale des fabricants de tulle, admettent l'importance d'un personnel d'encadrement, voire d'exécution, qui soit formé⁷. La légitimation de la formation technique est indissociable du rapport entretenu entre la cité et son industrie principale, et vient rappeler que dans le Nord, l'ouverture aux techniques du travail industriel est souvent passée par le textile.
- 4 Si la création de cette institution doit beaucoup à l'action d'un pédagogue inventeur, dont il faut retracer l'engagement au service de la fabrique, elle fut du même coup fragilisée dans un contexte de guerre scolaire auquel elle ne put véritablement échapper. La municipalisation de l'œuvre marquait l'entrée de l'institution dans une nouvelle étape de son histoire, où les nécessités économiques et techniques de la formation paraissent l'emporter sur les affrontements locaux tout en maintenant la prudence à l'égard de l'engagement de l'État dans l'enseignement technique. Cette évolution est solidaire de la construction d'une figure d'ecclésiastique inventeur et pédagogue, à laquelle Piedfort a contribué à la fin de sa vie. Dans le contexte dramatique du début de la Seconde Guerre mondiale, alors que Calais connaît de lourdes destructions en raison des bombardements, l'activité d'Alfred Piedfort se concentre autour de la rédaction de *Pensées sans ordre* et de démarches en faveur de Calais, en particulier auprès du maréchal Pétain, dont il est une connaissance ancienne. Après sa disparition, autour de son successeur à la tête de l'institut Jacquard le chanoine Sence, sa mémoire est entretenue et magnifiée.
- 5 À travers l'action inventive, pédagogique et apostolique déployée pendant cinq décennies, il s'agit d'étudier à la fois les complémentarités, les fertilisations croisées, ainsi que la construction locale d'une figure dont la mémoire est soigneusement entretenue au service d'une fabrique en recherche d'identité et de figures tutélaires.

L'action d'un pédagogue inventeur

- 6 L'institut industriel calaisien est avant tout l'œuvre d'un homme de science qui réussit à convaincre plusieurs industriels du tulle d'investir dans la formation d'une partie de leur

personnel, alors que la reconnaissance des besoins de formation devenait un enjeu de plus en plus débattu à la Belle Époque.

Les origines d'un engagement

- 7 Né à Bomy, commune rurale du Pas-de-Calais, en 1864, Alfred Piedfort est ordonné prêtre en 1889. Devenu professeur à Calais, au pensionnat Saint-Pierre fondé par l'abbé Crèvecœur en 1864, il enseigne les mathématiques et la physique, participe aux évolutions d'un enseignement secondaire prudemment « moderne » avant de s'orienter vers les cours professionnels⁸. C'est à partir de cette évolution dans son enseignement au pensionnat qu'il devient directeur de modestes cours d'apprentissage industriels, qui donnent naissance peu à peu à l'institut industriel calaisien.
- 8 Il mène en effet à partir de 1894 ou 1895 des recherches « dans une cave », selon la précision quelque peu hagiographique qui s'impose dans le récit des origines de l'établissement, et invente notamment une machine à vapeur pour percer les cartons, destinée à l'industrie locale. Puis, dès 1898, il accueille quelques apprentis autour d'un atelier d'ajustage. Ses premiers efforts en direction de l'apprentissage sont soutenus par Monseigneur Williez, évêque d'Arras et Boulogne. Alors que s'imposent des mutations techniques, notamment avec l'utilisation à partir de 1900 dans l'industrie dentellière du moteur à gaz pauvre capable d'actionner à la place des encombrantes machines à vapeur les arbres de transmission, les connaissances en mécanique de Piedfort et les cours qu'il donne déjà lui permettent de se poser en interlocuteur naturel des fabricants qui réfléchissent depuis plusieurs années à la création d'une école professionnelle au sein de la chambre syndicale des fabricants de tulle et de dentelle, fondée en juin 1883⁹.
- 9 En mai 1901, l'abbé Piedfort ouvre un atelier d'apprentissage du métier de tulliste dans une dépendance de l'usine Brampton, laquelle lui fournit la force motrice pour 1 000 francs annuels. Quarante industriels posent les bases de l'association de l'apprentissage industriel calaisien, avec des versements respectifs de 100 francs par an. Un conseil d'administration comprend des industriels importants de la place et de bons connaisseurs des questions pédagogiques. Les cinq élèves présents à l'origine laissent place, quelques mois plus tard, à une soixantaine d'élèves destinataires d'un programme de travaux pratiques et de cours de technologie du métier à dentelles conçu par Piedfort, deux autres professeurs et quelques industriels. L'école peut alors s'installer durablement à l'usine Maniez-Sonner, offerte par ses propriétaires en octobre 1903, dans des locaux plus vastes et plus adaptés.
- 10 Avant l'ouverture de cet établissement, de nombreuses traces subsistent de l'activité inventive intense de l'abbé Piedfort. Intéressé par la physique, les sciences naturelles ou les industries agricoles, il propose des projets et des inventions, par exemple autour de la télégraphie sans fil. Son activité dans ce domaine se traduit par des démonstrations devant différentes sociétés savantes, notamment à Paris en 1894, et par des brevets, à l'exemple d'un brevet d'invention déposé aux États-Unis en 1900 pour un mécanisme directionnel (*steering mechanism*)¹⁰. La compétence de l'inventeur dépassait à l'évidence l'industrie textile. Elle fut néanmoins subordonnée dès le début du XX^e siècle à la nécessité, bien comprise par Piedfort, de s'ériger en autorité technique et morale afin d'imposer son institution. À l'inventeur autodidacte vint s'adjoindre l'abbé pédagogue soucieux du développement technique et économique de la fabrique calaisienne.

Au service de la fabrique

- 11 Introduite en 1816 par un transfert technologique depuis l'Angleterre, la dentelle est à l'origine du développement économique rapide de Saint-Pierre-lès-Calais et de Calais (les deux communes fusionnent en 1885)¹¹. Malgré la sensibilité de cette industrie aux retournements de conjoncture, l'industrie du tulle fait la prospérité de places spécialisées. En 1860, la dentelle de Saint-Pierre-lès-Calais, moins chère que celle de Nottingham, avait ainsi vu s'ouvrir de vastes marchés, et avait connu une période de prospérité interrompue en 1885, avant une reprise durable à partir de 1900. De 720 métiers en 1861, la place calaisienne passe à 1 528 en 1880 et 1 920 en 1883, puis 1 995 métiers en 1901, pour une valeur du matériel qui avoisine alors les 40 millions de francs-or et un chiffre d'affaires d'environ 60 millions¹².
- 12 C'est en relation avec la montée du besoin d'enseignement professionnel pour les dessinateurs et metteurs en carte que l'abbé Piedfort fonde l'institut industriel calaisien. La pression en faveur des enseignements professionnels se renforce alors : aux débats multipliés à partir de 1905 avec la proposition de loi déposée par le ministre du Commerce et de l'Industrie Fernand Dubief correspondent de nombreuses adaptations et créations d'institutions. À Calais, la création de l'institut industriel est contemporaine d'une réforme de l'école d'art décoratif et industriel, motivée par la nécessité de se mettre au service de la fabrique notamment par la formation d'esquisseurs¹³. On trouve la même manifestation d'intérêt des syndicats patronaux du tulle pour l'enseignement professionnel, en raison des difficultés du recrutement du personnel, à Nottingham, où une école d'art a été fondée en 1842, à Caudry ou à Calais¹⁴. Les formes que revêtirent ces enseignements furent très diverses, des cours professionnels épars jusqu'aux institutions de formation.
- 13 Pour légitimer la création, y compris auprès de la chambre syndicale encore très réticente, l'abbé Piedfort déploie une grande activité. Il a d'abord travaillé à l'amélioration – plutôt qu'à l'invention – de dispositifs techniques censés faciliter le travail des tullistes. En juin 1900, il signale à la chambre syndicale son invention d'un piano à percer les cartons avec mise en marche et arrêt instantané. Il demande d'abord à exposer cet appareil dans les locaux du groupement, pour qu'il soit visible des fabricants, puis sollicite en septembre une expertise. Dans leur rapport, trois fabricants membres de la chambre syndicale estiment, en comparant l'appareil de Piedfort aux appareils utilisés, que ce perfectionnement peut rendre des services à la fabrique¹⁵. Fort de cette légitimation, l'abbé Piedfort s'engage dans l'enseignement professionnel. Dans une logique institutionnelle est publié un volume de présentation de l'œuvre entreprise, où l'abbé Piedfort fait référence à l'école industrielle et commerciale de Tourcoing, patronnée par la chambre de commerce, et à l'institut technique roubaisien créé par l'abbé Henri Vassart¹⁶. Les discussions à l'origine de l'établissement font ressortir le regard porté sur les expériences voisines, ce que confirme la chambre syndicale des fabricants de tulles et dentelles : « Ces sortes d'écoles existent dans nombre de villes industrielles, telles que Lille, Saint-Quentin, Roubaix et Tourcoing où elles sont en pleine prospérité et fréquentées par de nombreux élèves sous la direction de professeurs techniques. » Que la comparaison fonctionne comme un puissant stimulant entre cités, l'abbé Piedfort le reconnaît d'ailleurs aisément : « On ne peut donc nier qu'un grand mouvement s'est fait et l'on peut dire que Calais ne veut pas rester en arrière sur les

autres villes. » L'initiative se réclame d'un mouvement plus général. Par ce récit, Piedfort légitime *a posteriori* la création d'un établissement aux ressources encore modestes et qui doit faire ses preuves. Ses efforts sont à la mesure des obstacles qu'il lui faut franchir.

L'enjeu de l'enseignement technique

- 14 L'expression des besoins de formation confine souvent au paradoxe. La fabrique calaisienne est exemplaire de cette tension. Certes, il existe déjà des formations techniques, notamment au sein de l'école d'art décoratif créée en 1881 à la suite d'un cours de dessin industriel qui fonctionnait depuis les années 1840 à Saint-Pierre. Devenue en janvier 1872 une « école industrielle », l'école d'art décoratif et industriel effectue sa première rentrée officielle en octobre 1872¹⁷. Mais cette fondation ne clôt pas le débat sur l'équilibre entre art et industrie dans la formation jugée nécessaire des dessinateurs. L'enseignement en 1881 inclut le dessin, la mise en carte, les « applications des arts du dessin aux différentes professions et industries », les ateliers professionnels d'application.
- 15 En 1885, Jules Bertrand se livre à l'un des premiers historiques consacrés à l'industrie calaisienne du tulle. La place alors dévolue à la formation reste modeste : « On n'improvise pas un ouvrier, on le forme alors qu'il est jeune, on le fortifie dans une collaboration bien raisonnée ; l'intelligence et la persévérance font le reste¹⁸. » La chambre syndicale hésite jusqu'en 1903 à soutenir l'abbé Piedfort, à la fois parce qu'il s'agit d'un ecclésiastique, parce que le niveau social des élèves est jugé trop élevé, et parce que l'initiative ne vient pas directement de ses membres¹⁹. L'inspecteur du travail Bouffartigue décrit en 1903 l'apprentissage « sur le tas » dont se contentent les garçons qui souhaitent devenir tullistes²⁰. Peu après, dans sa thèse de doctorat en droit dirigée à Lille par l'économiste Albert Aftalion, Jean Senlis distingue la formation « d'un état-major de collaborateurs indispensables » d'une véritable politique d'apprentissage. Les efforts des patrons tullistes restent selon lui insuffisants : les difficultés de l'école d'art décoratif et industriel en témoignent, mais « c'est également la critique que nous semble appeler l'école d'apprentissage industriel créée en 1901 par M. l'abbé Piedfort »²¹. Senlis note néanmoins que la qualité artistique conditionne la qualité de la production. Si les efforts ne suffisent pas encore, ils sont plus substantiels et mieux légitimés par l'argument de la qualité.
- 16 Cette forme de reconnaissance des besoins de formation demeure partielle. D'autres impératifs viennent en contrarier l'affirmation. À l'automne 1892, la commission de perfectionnement de l'école d'art décoratif et industriel doit arbitrer entre les représentants de l'association des dessinateurs et esquisseurs et ceux de la chambre syndicale. Les premiers jugent excessif le nombre de metteurs en carte, surabondance qui empêche la plupart de travailler régulièrement, et demandent la suppression du cours de mise en carte. Les seconds, représentants des patrons du tulle, jugent qu'il faut adjoindre au cours de mise en carte un cours de tissage « ainsi que cela existe à Lyon, à Roubaix et à Nottingham », ce qui écarterait « la menace de voir [l'industrie tullière] s'expatrier ». La formation technique est subordonnée aux enjeux économiques et sociaux cruciaux pour la cité dentellière²².
- 17 L'application de la loi Millerand du 30 mars 1900 sur la limitation par étapes du travail quotidien à dix heures provoque un affrontement très dur à Calais et l'arrêt de la production, même si Jean Senlis estime que « dans l'industrie du tulle on a compris, depuis la loi de 1900, qu'il faut coopérer à la formation des jeunes travailleurs, pour qu'ils

ne soient pas inférieurs à leurs concurrents étrangers »²³. La réalité est moins pacifiée, plus complexe aussi en raison de l'hétérogénéité entre grandes entreprises et petits fabricants. Les interprétations différentes du texte de la loi au plan national se retrouvent dans l'appropriation par les syndicats ouvriers tullistes qui demandent la suppression du travail de nuit par équipes et par quarts et l'adoption des huit heures. Certains ouvriers tullistes, non syndiqués ou modérés, avaient en revanche accepté les dix heures. Le conflit dura trois mois, dans un climat de siège au cours duquel la troupe vint garder les usines. Les huit heures furent finalement rejetées et la grève échoua²⁴.

- 18 La constance de ces revendications ouvrières au temps de la montée des antagonismes collectifs explique largement que la création d'une institution d'enseignement technique ne soit pas le fait des syndicats ouvriers : leurs intérêts n'étaient certes pas dans la formation de main-d'œuvre supplémentaire. Ce qui n'excluait pas une préoccupation pour l'instruction, qui se traduit par la création de la bourse du travail de Calais en 1898, après des attermolements que l'on retrouve dans plusieurs des municipalités socialistes de l'époque. La création de l'institut signale les limites avant la Première Guerre mondiale de l'investissement socialiste dans l'éducation professionnelle²⁵. Dans une municipalité comme Calais, dirigée par des socialistes de 1896 à 1900 puis de 1908 à 1912, l'opposition aux socialistes et aux syndicats ouvriers passe, du côté des patrons tullistes organisés en collectifs à géométrie variable, par la fondation d'œuvres aux finalités économiques et sociales.
- 19 Déterminé à imposer son institution dans un climat local de rivalités exacerbées, l'abbé Piedfort devait prouver l'utilité de la formation, l'aptitude des élèves formés et sa propre légitimité. La chambre syndicale, contrairement à ce qu'il prétend en 1903, a été très réservée sur les premiers projets, ce qui explique la démarche progressive de l'ecclésiastique, soucieux d'acquiescer aux yeux du groupement une légitimité technique avant de proposer son œuvre d'enseignement professionnel. En 1900, le projet de Charles Sergeant avait été examiné et repoussé par cette même chambre syndicale. Aussi Piedfort prend-il grand soin de mobiliser d'abord un ensemble de fabricants autour de son œuvre, de limiter les références confessionnelles et d'insister sur son désintéressement avant de solliciter le patronage de la chambre syndicale, qui s'empresse de se rallier au projet et de visiter l'école en délégation²⁶. L'argument de moralisation, porté par un homme d'Église, fut à cet égard constamment mobilisé après la création sans avoir été mentionné avant, par contraste avec le statut d'inventeur, initialement décisif mais ensuite relégué au second plan. Les aléas de la conjoncture réclamaient les efforts constants de l'abbé Piedfort appuyés sur la reconnaissance de l'utilité de ses compétences techniques et de ses capacités pédagogiques. Les appuis ne manquaient pas, à l'exemple de celui d'Auguste Isaac, président de la chambre de commerce de Lyon, qui vient à l'Institut industriel tenir deux conférences sur l'intérêt de l'enseignement technique en 1908 et en 1910 et se félicite du développement de l'enseignement technique privé²⁷.

De l'œuvre de combat à l'entente locale au service de la fabrique

- 20 L'institut industriel est porteur de plusieurs significations d'ordres technique, économique et politique. Aussi différentes logiques interviennent-elles pour en faire, en l'espace de trois décennies, un sujet d'affrontement puis un objet de consensus.

Le combat pour la science et la technique

- 21 Lors de la séance du conseil municipal de Calais du 10 décembre 1901, l'ancien (et futur) maire socialiste Émile Salembier expose la position qui devrait être celle de la municipalité, passée depuis l'année précédente aux mains d'une coalition de libéraux et de républicains sociaux, vis-à-vis de l'initiative de l'abbé Piedfort : « nous n'avons pas à nous préoccuper de savoir si [le cours de mécanique de l'école d'art industriel] fait concurrence à celui que dirige M. l'abbé Piedfort, sous le haut patronage de la chambre syndicale des fabricants de tulle. Nous devons au contraire nous efforcer d'arracher nos enfants des griffes des prêtres²⁸. » Aussi l'école d'art industriel reçoit-elle la mission de rivaliser avec l'enseignement dispensé par l'institut industriel, dans un contexte de guerre scolaire. Cette manifestation d'anticléricalisme révèle que l'entreprise de Piedfort est prise très au sérieux par les socialistes. Il est vrai que le clivage est fort entre la formation contrôlée par la municipalité d'une part, et d'autre part l'alliance entre la chambre syndicale des fabricants de tulle et l'abbé Piedfort.
- 22 La visite de l'institut décrite par *L'Avenir de Calais*, le 20 juillet 1906, montre l'omniprésence du directeur. Le programme comporte alors trois années d'études : aux travaux d'ajustage et de mécanique (première année) succède l'année suivante le dessin graphique et industriel, enfin l'esquisse et la mise en carte sont traitées en troisième année. Les ateliers de tulle comprennent deux métiers et plusieurs métiers en bois pour l'apprentissage du passage des fils. Le journaliste rapporte l'existence d'un laboratoire de chimie où Piedfort exerce son « esprit inventif toujours en éveil ». Hommage teinté de l'admiration classique du génie inventif solitaire, érigé au niveau du mythe, même s'il est en réalité secondé par plusieurs professeurs, à l'image d'un certain Lamerand, lauréat de l'école nationale des beaux-arts et chargé du cours d'esquisse. Les frais de scolarité s'élèvent à dix francs par mois et les parents doivent s'engager à laisser l'enfant toute l'année à l'école, ce qui suffit à la réserver aux fils de la bourgeoisie industrielle locale. Les cours ont lieu tous les jours sauf le dimanche, de huit heures à midi et de deux à six heures. D'après les chiffres de Piedfort, l'école serait soutenue par 74 souscripteurs en 1901, 141 en 1902, et compterait 96 bienfaiteurs et cinq donateurs en 1903 : la chambre syndicale, le comité des fabricants, la banque Société générale, le doyen de Saint-Pierre et un anonyme.
- 23 Il n'entre pas dans les intentions du directeur de mettre en place une « science catholique », mais plutôt de fournir aux industriels une institution capable d'assurer la formation technique en lien avec les progrès de la science, tout en s'assurant de la formation morale des élèves. De cette apparente contradiction entre le « discours prônant la conservation du monde » et la volonté de formation aux nouvelles pratiques techniques, il ne faut plus s'étonner : si le catholicisme intransigeant s'est volontiers donné à voir comme une contre-société, les multiples implications du religieux dans les évolutions sociales et économiques incluent de plus en plus, au début du XX^e siècle, l'investissement dans cette question du travail en voie d'institutionnalisation²⁹. L'enseignement professionnel libre est utilisé comme une arme dans les rivalités politiques locales.

La mise en accusation ou la lutte politique

- 24 Le climat politique local est en effet lourd de tensions et l'entreprise de l'abbé Piedfort suscite de vives réactions. Depuis les années 1870 et 1880, Calais peut être considéré comme un foyer du socialisme français. Trois des principaux socialistes calaisiens, Couteaux, Salembier et Delcluze, fondent l'Union française des ouvriers tullistes en 1883, dont se détache l'année suivante l'Alliance générale des ouvriers tullistes. L'activisme et les dissensions entre les leaders ouvriers sont deux des caractéristiques dominantes du socialisme calaisien jusqu'à la Première Guerre mondiale. Tous deux employés dans l'industrie dentellière avant d'être renvoyés pour leurs activités syndicales, Émile Salembier et Alfred Delcluze furent tour à tour maires et députés : le premier devint maire en 1896, par une manœuvre qui priva le second d'un mandat qui lui semblait promis et qu'il obtint finalement en 1898. En 1900, les socialistes abandonnent la mairie, reconquise par Salembier en 1908, alors que Delcluze devient député de 1909 à 1914. Émile Salembier est par ailleurs élu en 1901 secrétaire de la Fédération internationale des tullistes. Devenus à partir de 1896 les frères ennemis du socialisme calaisien, Delcluze et Salembier firent des choix politiques distincts : le premier fut de plus en plus isolé au Parti ouvrier, tandis que le second en est exclu et fonde le Parti ouvrier calaisien, de tendance jaressiste. Tous deux font profession d'anticléricalisme.
- 25 Dans ce contexte de rivalité exacerbée autour de la question cléricale, l'institut industriel offre une cible de choix. En 1907, Piedfort est accusé de pressions sur Carré, chargé des cours de mécanique et membre du parti ouvrier. Face aux accusations de pressions, le directeur défend la pluralité politique. L'année suivante, la municipalité assigne l'abbé Piedfort devant le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer suite aux rapports de l'inspecteur d'académie : l'école n'aurait pas reçu d'autorisation d'ouverture. La presse catholique, en particulier l'*Avenir de Calais*, est d'autant plus accusatrice à l'encontre de la municipalité que « le sympathique abbé Piedfort » se défend de donner un enseignement secondaire ou primaire, seul concerné par la loi³⁰. Le procès va en appel à Douai, où l'abbé Piedfort obtient gain de cause³¹. Le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer estime en juillet 1908 que l'institut ne dispense pas un enseignement primaire et ne contrevient donc pas aux articles 37 et 38 de la loi Goblet du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, consacrés aux déclarations d'ouvertures d'écoles privées³². La cour d'appel de Douai confirme le jugement en novembre 1908 : l'institut industriel est « un institut spécial destiné à développer les connaissances d'une industrie déterminée » et n'est pas concerné par la loi. L'affaire relève, à en croire le chanoine Sence, collaborateur et successeur de Piedfort, d'une manœuvre anticléricale tendant à désolidariser ce dernier et la classe ouvrière, dans l'atmosphère de guerre scolaire entretenue par les vifs antagonismes politiques. Elle suggère à tout le moins les antagonismes dont Piedfort doit se défaire pour conforter les besoins de formation et sa propre entreprise pédagogique.

Un centre d'œuvres, de la fondation privée à l'institution publique

- 26 Étendue à la formation féminine, grâce à la création en 1919 d'un centre d'apprentissage pour wheelleuses³³ et brodeuses, l'évolution de l'école de l'abbé Piedfort présente quelque originalité. Ses portes restent ouvertes durant la guerre afin d'accueillir une ambulance belge. Plusieurs centaines de blessés y sont soignés et Piedfort met à disposition son

laboratoire de bactériologie³⁴. De multiples œuvres annexes gravitent autour de l'école, de la goutte de lait au centre des jardins ouvriers en passant par l'accueil des équipes sociales et l'œuvre des orphelins.

- 27 Dans les années 1920, face à un marché profondément déstabilisé, la commission locale professionnelle, le conseil municipal et la chambre syndicale des fabricants de tulle de Calais débattent de l'opportunité d'une réorganisation de la formation des ouvriers tullistes, au nom de la concentration et de la rationalisation des moyens. Loin des crispations anticléricales du début du siècle, l'école devient en 1927 l'Institut Jacquard, du nom du célèbre inventeur de la machine à tisser, ou école municipale de la dentelle. Cette évolution spectaculaire naît d'une conjonction. La volonté de la nouvelle majorité municipale, et notamment du maire radical-socialiste Léon Vincent élu en 1925, de faire l'unanimité autour du sauvetage de l'industrie dentellière menacée par les déséquilibres de la production, explique en partie cette transformation. La création de la taxe d'apprentissage insérée dans la loi de finances de juillet 1925 fait évoluer les positions à moyen terme. Cette taxe est due par toute entreprise industrielle ou commerciale à hauteur de 0,20 % de la masse salariale. Des exonérations sont prévues si l'entreprise forme des apprentis ou subventionne un établissement de formation aux métiers du commerce et de l'industrie³⁵. Soucieux de motiver leurs demandes d'exonération, les industriels affiliés à l'association des fabricants de tulle songent dès lors à réorganiser l'institut industriel.
- 28 Leur préoccupation converge avec la démarche de la commission locale professionnelle, très impliquée dans la promotion des cours professionnels prévus par la loi Astier de juillet 1919 pour les garçons et filles de moins de 18 ans employés dans le commerce et dans l'industrie, alors que domine « l'indifférence des industriels vis-à-vis de [ces] cours »³⁶. L'un des membres les plus actifs, Jean Basset, bon connaisseur de ces questions en sa qualité de secrétaire de l'association des fabricants de tulles et dentelles, également président de la commission cantonale de l'enseignement technique, montre dans une étude publiée en 1924 la nécessité d'organiser une formation spécifique aux métiers du tulle pour conforter la spécialisation et la renommée de l'industrie calaisienne³⁷. L'heure n'est plus aux hésitations sur les besoins de formation technique³⁸. La chambre syndicale des fabricants de tulle évoque un accord intervenu avec la commission locale professionnelle afin de « conjuguer tous les efforts jusque-là dispersés, pour arriver à une organisation rationnelle de l'apprentissage des métiers qui font la prospérité industrielle de Calais³⁹ ». La direction générale est confiée au directeur des cours professionnels de Calais, mais le chanoine Piedfort, assisté de l'abbé Sence, reste le directeur technique. Les cours d'enseignement général doivent être donnés par des professeurs d'écoles de l'État. Le conseil de perfectionnement prévu se compose de treize « techniciens patronaux », dont le président de la chambre syndicale, de sept « techniciens ouvriers » et de cinq membres parmi lesquels le maire ou son représentant, un conseiller municipal, l'inspecteur départemental de l'enseignement technique, l'inspecteur contrôleur du Travail et l'inspecteur primaire.
- 29 La municipalisation n'entraîne pas de modifications profondes du programme défendu et amélioré progressivement sous la houlette d'Alfred Piedfort. Les garçons étudient pendant trois ans les matières premières, la chimie des matières colorantes et la teinture, l'esquissage de dentelles, la technologie des métiers et accessoires, les moteurs électriques, le dessin de métiers et le réglage, le pointage, la mise en cartes de la soie, la correction et la décomposition des dentelles, le perçage, le remontage, le passage des fils,

le plaquage, le réglage des rouleaux, la fabrication et la mécanique appliquée aux métiers. Ils sont donc placés au plus près du travail de la dentelle. Il n'est pas rare qu'avant de suivre les cours, les jeunes garçons aient appris sur le tas, auprès de leur père ou de leur grand-père, de sorte qu'il existe une complémentarité dans l'acquisition du métier entre l'usine et l'école. Quant aux jeunes filles, la durée de l'apprentissage est de neuf mois, et comprend le raccommodage de tous les genres de dentelles ainsi que les cours ménagers⁴⁰. Une école de pointage est intégrée à l'institut depuis février 1928 et réunit cinq apprentis sous la direction d'une sous-maîtresse, avec l'espoir d'un emploi chez les fabricants à l'issue de cet apprentissage⁴¹. Un livret de caisse d'épargne leur est alors remis.

- 30 Pour l'abbé Piedfort, la municipalisation de l'institut industriel vaut reconnaissance de l'œuvre fondée et dirigée par ses soins pendant plus d'un quart de siècle. Bien que la direction générale soit confiée au directeur des cours professionnels, il participe à la plupart des réunions du comité de perfectionnement jusqu'à la fin des années 1930 et conserve un rôle très actif dans la gestion de l'institution, tout en devenant à partir de 1934 protonotaire apostolique⁴².
- 31 Le retournement de la situation de l'institut industriel, construit contre la municipalité et finalement devenu une école municipale, obéit à des logiques économiques et politiques. Si le rôle du fondateur et directeur n'est pas entièrement connu, cette pérennisation est utilisée pour consacrer l'action du pédagogue inventeur.

Des projets à la mémoire

- 32 Figure tutélaire de l'institut Jacquard, l'abbé Piedfort incarne la compétence technique et l'inventivité, envisagées comme la solution pour sortir des périodes difficiles que connaît l'industrie dentellière de Calais. Après l'incendie de l'institut et de son logement, touchés par un obus le 25 mai 1940, l'abbé Piedfort trouve refuge à la maison de retraite des Franciscaines à Caffiers, entre Boulogne-sur-Mer et Calais, dont il est l'aumônier. De ses activités durant cette époque d'« exil » – ainsi qu'il qualifie lui-même la situation –, outre les récits postérieurs à sa disparition, à dominante largement hagiographique, on dispose de quelques pièces de correspondance et surtout de deux cahiers manuscrits intitulés *Mes Pensées sans ordre. En exil à Caffiers*.

Un esprit en projets

- 33 Ces cahiers, au fil de plus de 200 pages de textes originaux, de passages recopiés, de croquis et de collages d'articles divers, témoignent dans leur ensemble d'une curiosité et d'une activité continues jusqu'à sa mort en février 1942. Malgré la situation, Mgr Piedfort reste en contact régulier avec de nombreuses connaissances⁴³. Piedfort (né en 1864) et Pétain (né en 1856) se rencontraient dans leur enfance chez le curé de Bomy, oncle de Philippe Pétain⁴⁴. Lors des passages du maréchal Pétain à Calais, des rencontres discrètes avaient lieu : des photographies de 1929 puis de 1935, conservées parmi les archives, en témoignent⁴⁵. Aussi Piedfort est-il associé aux démarches calaisiennes pour s'assurer des faveurs du régime de Vichy. Il part le 23 septembre 1941 en automobile pour Vichy, en compagnie du maire de Calais Georges François, avec lequel il est en relations depuis plusieurs mois⁴⁶. Avec la guerre, les destructions subies par Calais les amènent de concert à solliciter directement le chef de l'État français. L'ecclésiastique doit servir de médiateur

entre le chef de l'État français et le responsable local⁴⁷. Élogieux lorsqu'ils évoquent leur réception par le maréchal, les deux délégués signalent l'attention portée par celui-ci à la situation matérielle et à l'état d'esprit des habitants.

- 34 L'épisode confirme l'entregent d'Alfred Piedfort, éloigné malgré lui de son établissement détruit, mais qui reste très actif. Il rédige dans ses cahiers différentes notes qui touchent aussi bien aux systèmes de télégraphie qu'à l'industrie agricole et à l'avenir de l'Institut Jacquard, à la physique, à la chimie ou à la biologie qu'à l'agronomie. Au milieu de sermons s'intercalent une page consacrée à la balance magnétique, une autre à l'extraction du sucre de betteraves à sucre. La liste des appareils de laboratoire perdus dans l'incendie de l'institut Jacquard atteint plus de 100 000 francs d'après l'ancien directeur. Surtout, un projet intitulé « Institut Jacquard restauré » donne précisément les perspectives qu'il estime les plus pertinentes. Piedfort imagine une « industrie de la dentelle modernisée : la concurrence brutale supprimée par l'organisation professionnelle. Les ouvriers ayant leur demeure à la campagne avec un jardin assez grand. » Le nouvel institut comprendrait quatre sections : dentelle mécanique, industrie agricole, jardinage et artisanat. Ce projet de réorientation partielle est transmis à Georges François début 1941, en guise de soutien et avec un hommage sans nuance : « Vous serez aidé de tous et vous serez le Pétain de notre cher Calais. » Dans la même période, Piedfort prête son concours à une tentative d'implantation de l'industrie du lin, dont il déplore qu'elle soit surtout belge alors que le lin est cultivé dans la région de Boulogne-sur-Mer et Calais. Ce souci du développement économique de Calais voisine avec l'inquiétude perceptible. La reprise de l'enseignement technique industriel et agricole lui paraît indispensable dès la situation stabilisée.
- 35 Indépendamment du travail hagiographique réalisé dans les années suivantes par Marius Sence, la figure d'ecclésiastiques décidés à se vouer à l'enseignement technique n'est aucunement isolée. Elle reste néanmoins dans l'ombre, parfois faute de documentation suffisante, souvent en raison de la difficulté à saisir une activité protéiforme, tout entière passée au service d'institutions locales de modeste envergure. On peut cependant identifier certains de ces défenseurs locaux de la cause de l'enseignement technique, à l'image de l'abbé Henri Vassart, fondateur, on l'a vu, de l'institut technique roubaisien. Les points communs sont nombreux. Inventeur et pédagogue comme Piedfort, fils d'un menuisier, Vassart est ordonné prêtre en 1867 et commence sa carrière comme professeur de chimie au collège Notre-Dame-des-Victoires à Roubaix. Des travaux scientifiques consacrés à l'eau, aux savons, à l'éclairage au gaz et aux applications de l'électricité le font connaître. Comme Alfred Piedfort, Henri Vassart quitte progressivement l'enseignement général pour s'investir dans la formation technique, grâce à une compétence scientifique reconnue et à l'appui des industriels locaux : il est successivement chargé des cours publics de chimie et de physique à Roubaix en 1872, professeur à l'école des hautes études industrielles de Lille, et fondateur de l'institut technique⁴⁸. L'un comme l'autre sont convaincus de la reconnaissance par la formation de la culture technique. La question confessionnelle se trouve ainsi placée au second plan, derrière la compétence technique et pédagogique. Le chanoine Sence l'affirme : « l'école n'a jamais été considérée comme "confessionnelle" », ce qui a permis sa municipalisation en 1927. À l'inverse, selon lui, l'institution a « joué son rôle car bien des jeunes se sont frottés à une soutane et se sont rendu compte qu'ils lui doivent leur situation »⁴⁹. Comment mieux défendre la souplesse d'une entreprise qui, pour n'être pas l'expression

d'un catholicisme intransigeant, se soucie continûment du rôle de l'Église dans la société ?

Le travail de la mémoire

- 36 Les cahiers tenus par Mgr Piedfort jusqu'à sa mort en février 1942 sont surtout utilisés pour valoriser l'abbé Piedfort et sa figure d'inventeur pédagogue. Il est ici question, grâce à quelques pages manuscrites consacrées par le chanoine Sence à cet « esprit chercheur » que fut Mgr Piedfort – et opportunément placées dans le fonds laissé aux archives diocésaines –, de construire la légende d'un entrepreneur d'éducation pionnier de l'enseignement professionnel, capable d'imposer une initiative personnelle aux industriels puis à la municipalité grâce à ses compétences⁵⁰.
- 37 En attribuant le nom de Jacquard à l'établissement lors de sa municipalisation, les édiles calaisiens tentent de l'inscrire dans une filiation prestigieuse et laïcisée, synonyme d'inventivité technique. La tentative est ancienne : comme d'autres chroniqueurs et fabricants soucieux d'histoire, Samuel Reboul, archiviste de la ville de Calais, consacrait en 1885 tout un chapitre à « un de ces noms que l'on ne saurait prononcer sans respect et sans émotion [celui de] l'immortel tisserand lyonnais⁵¹ ». Quoiqu'à une échelle et avec une audience bien plus limitées, Piedfort est rapproché à partir de la fin des années 1920 de « l'inventeur héroïque » lyonnais⁵². Les superlatifs ne manquent pas, lorsque le directeur général Delannoy, à l'occasion de la distribution des prix aux élèves de l'Institut en août 1928, évoque « le nom du génial inventeur du métier à tisser Jean-Marie Jacquard, fils de l'ouvrier tisseur lyonnais, dont la statue orne déjà une de ses places⁵³ ». Modèle de compétence technique, Jacquard serait aussi un modèle de vie : « il nous a laissé aussi l'exemple d'une vie persévérante dans le travail, patiente dans l'infortune et modeste dans la réussite. On ne pourrait trouver meilleur modèle à proposer à nos jeunes apprentis. » En s'associant ainsi au mythe, la dentelle mécanique de Calais recherche la continuité du prestige technique. D'autres réalisations l'attestent. Le programme monumental porté par les républicains au pouvoir, qui s'est traduit par la mise en valeur de la mémoire locale autour des Bourgeois de Calais, a aussi conduit à ériger la statue de Jacquard en 1910⁵⁴. À l'arrière du buste de Jacquard est apposé un médaillon portant le nom d'Alfred Piedfort. L'association de l'inventeur lyonnais et de celui qui est érigé, à une échelle plus modeste, en inventeur calaisien, suggère l'appropriation du savoir-faire technique, l'affirmation de la fabrique calaisienne, voire la nationalisation d'un patrimoine technique dentellier dont les premières machines étaient pourtant anglaises. Face à la concurrence internationale de plus en plus vive, l'organisation des forces calaisiennes mobilise tous les registres, financier, politique et symbolique, autour de l'industrie principale de la ville. Dans le même mouvement, l'usine qui a accueilli l'école dans les temps héroïques de sa création est associée symboliquement au souvenir de Piedfort, puisque la rue où elle se situe porte son nom. Dans cette mémoire catholique de la figure d'Alfred Piedfort se rejoignent les statuts d'inventeur, de pédagogue et d'homme d'Église. Dans le même mouvement, une linéarité est affirmée a posteriori, qui va du *topos* de l'inventeur isolé et méconnu dans les années 1890 à l'autorité morale et technique magnifiée un demi-siècle plus tard. Le génie de l'inventeur solitaire perce à intervalles réguliers, une fois l'Institut industriel mis sur pied, mais reste toujours subordonné au rôle social de l'ecclésiastique. L'insistance sur les implications économiques et sociales de la plupart des inventions et perfectionnements conçus par Piedfort à la fin de sa vie et

après sa mort en portent témoignage. Sous sa plume et chez ses admirateurs, les exagérations sont fréquentes, à l'exemple de la revendication de recherches menées en bactériologie et histologie au sujet du cancer, avec l'aide du docteur calaisien Vinay⁵⁵. La dimension collective de l'innovation et sa pertinence dans le cas de cet inventeur pédagogue doivent se lire en creux, par la rencontre de savoirs théoriques et d'expériences pratiques, et par les échanges entre le laboratoire et l'école⁵⁶. Ni entrepreneur, ni universitaire, ni ingénieur, l'abbé Piedfort trace un cheminement original par le mode d'élaboration de son savoir-faire, entre autodidaxie et expérimentations avec les élèves de l'institut industriel, ainsi que par le rôle des besoins économiques locaux qu'il s'emploie à satisfaire, voire à devancer. L'ensemble établit la pertinence de l'institution de formation technique intermédiaire comme lieu d'innovation au contact des entreprises, des milieux savants et des autorités locales.

- 38 Parallèlement, alors que le projet de municipalisation de l'établissement de l'abbé Piedfort était sur le point d'aboutir, Calais ouvrait son musée de la dentelle. Cette création s'inscrivait elle aussi dans la mise en ordre de l'industrie tullière locale sur fond de consensus enfin réalisé autour de cette garante supposée de la prospérité de la cité. Non seulement Piedfort, aux côtés des industriels et des ouvriers du tulle, a participé à l'affirmation des besoins de formation technique, mais son œuvre a contribué plus largement à la reconnaissance technique de la dentelle mécanique en tant que patrimoine local. Dans ce travail muséographique précoce, préfiguration de réalisations ambitieuses, se crée une continuité du travail et de ses représentations autour des machines. Sans être à l'origine du projet, l'abbé Piedfort incarne la légitimation technique des métiers du tulle, préalable nécessaire à l'édification de ce conservatoire des métiers.
- 39 La reconnaissance des besoins de formation et l'institutionnalisation de l'enseignement professionnel dentellier sont inséparables de logiques techniques et politiques dont l'abbé Piedfort constitue un bon représentant de la fin des années 1890 au début des années 1940. À Calais comme dans d'autres villes, Nantes, Lyon ou Marseille par exemple, l'offre locale d'enseignement technique est décisive pour son développement. Toutefois, à Calais, l'entente qui permet de réunir les acteurs locaux de l'enseignement de la dentelle mécanique s'avère durable, puisque l'institut Jacquard connaît une longue postérité⁵⁷. De surcroît, l'originalité de la mémoire catholique construite autour d'une figure s'articule étonnamment avec la valorisation patrimoniale de l'industrie dentellière calaisienne. Cette étude de cas, tout en confirmant l'importance d'étudier les configurations locales qui ont donné naissance et consolidé à l'enseignement technique en France, montre la diversité des promoteurs et leur capacité d'entente autour d'un enjeu de mieux en mieux perçu, ainsi que la marge d'autonomie par rapport à l'élaboration d'une politique de l'enseignement technique définie au niveau national, fût-ce au prix de vives tensions au plus fort de la guerre scolaire du début du XX^e siècle.

NOTES

1. L'école de l'abbé Piedfort change plusieurs fois de nom en fonction des enjeux institutionnels et non sans rapports avec le développement de l'enseignement technique en France. Ainsi, la création d'instituts industriels catholiques et d'instituts techniques dans les universités de 1880 à 1914 n'est pas étrangère au choix initial de son fondateur : l'institut industriel de Calais est créé en 1903. Avec le projet de municipalisation, la modification devient nécessaire : le transfert s'opère sous le nom d'école municipale de dentelle ou de dentelle mécanique, mais la recherche de légitimité technique explique la dénomination officielle d'« Institut Jacquard » adoptée en 1927. Cet Institut est aujourd'hui un centre de formation d'apprentis (CFA) municipal, annexe du lycée du Détroit.
2. M. LAGRÉE, *La bénédiction de Prométhée : religion et technologie XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1999 ; *id.*, *Religion et modernité : France, XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.
3. G. BODÉ, Ph. SAVOIE (dir.), *L'offre locale d'enseignement XIX^e-XX^e siècles*, dans *Histoire de l'éducation*, numéro spécial, 1995.
4. J-F. CONDETTE (dir.), *Le Coût des études. Modalités, acteurs et implications sociales XVI^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.
5. Cf. F. CARON, *La dynamique de l'innovation. Changement technique et changement social (XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, Gallimard, 2010 (Bibl. des histoires), notamment chapitre 5.
6. Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 36 : fonds de l'abbé Piedfort. L'auteur remercie Michel Beirnaert, alors archiviste diocésain, qui lui a communiqué les pièces de ce fonds constitué d'abord par le versement du chanoine Marius Sence, successeur d'Alfred Piedfort, en 1975, puis par deux versements complémentaires en 1988 et 1989.
7. S. LEMBRÉ, *L'école des producteurs. Aux origines de l'enseignement technique en France (1800-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2013.
8. Calais. *Dictionnaire des adresses et annuaire du port 1899*, Calais, Typ. et lithographie des Orphelins, 1899, p. 109. Voir Ph. MARCHAND, « Le développement des enseignements secondaires dans le Nord et le Pas-de-Calais de 1789 à 1914 », dans J.-F. CONDETTE (éd.), *Deux cents ans de progrès éducatifs dans la France septentrionale (1808-2008). Bicentenaire de l'académie de Douai-Lille*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 61-98.
9. Sur les débuts de l'école : Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 36 ; *Annales de l'apprentissage calaisien* (3 juillet 1901-décembre 1902), Calais, Henry-Gonthier, 1903.
10. Une copie de ce brevet est conservée : Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 36/10/2. Sur la question des brevets d'invention et leur croissance exponentielle au XIX^e siècle : F. CARON, *op. cit.* ; G. GALVEZ-BÉHAR, *La République des inventeurs. Propriété et organisation de l'innovation en France (1791-1922)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2008.
11. B. NOËL, « Les Anglais et l'origine de la dentelle de Calais », dans *Revue du Nord*, tome 88, n° 364 (2006), p. 67-88.
12. A. DERVILLE et A. VION (dir.), *Histoire de Calais*, Westhoek, éditions des Beffrois, 1985, p. 190.
13. École d'art décoratif et industriel, réunion du comité de surveillance du 26 juillet 1901, AM Calais 1 R 42. Cf. L. BUCHARD et B. NOËL, *L'école d'art de Calais. Arts, industrie et politique du XVIII^e siècle à nos jours*, Calais, Communauté d'agglomération du Calaisis, 2007.
14. S. A. MASON, *Nottingham Lace, 1760s-1950s: the machine-made lace industry in Nottinghamshire, Derbyshire and Leicestershire*, Ilkeston, S. A. Mason, 1994 ; L. BAJART, *L'industrie des tulles et des dentelles en France. Son établissement dans le Cambrésis. L'essor de Caudry*, Lille, 1953, p. 142-143.

15. *Bulletin mensuel de la chambre syndicale. Association générale des fabricants de tulles et dentelles de Calais (Saint-Pierre)*, 17^e année, octobre-novembre 1900, n° 197, rapport de F. Desprès, Henri Lemaître et Jules Lebas.
16. *Annales de l'apprentissage...*, op. cit.
17. L. BUCHARD, B. NOËL, op. cit., chapitres II et III.
18. J. BERTRAND, *Le livre d'or de Saint-Pierre-lès-Calais. Histoire des dentelles, des tulles et de leur fabrication*, Calais, Imprimerie Tartar-Crespin, 1885, p. 45.
19. M. CARON, *Trois âges d'or de la dentelle. Calais 1860-1905*, Roubaix, le Geai Bleu, 2003, p. 116-117.
20. R. BOUFFARTIGUE, *Étude sur l'industrie des tulles et dentelles mécaniques de Calais*, Paris, Honoré Champion, 1903, cité par Michel Caron, op. cit., p. 115.
21. J. SENLIS, *De l'industrie des tulles en dentelles à Calais*, thèse pour le doctorat en droit, Université de Lille, Lille, Camille Robbe, 1909, p. 164.
22. Arch. mun. de Calais, 1 R 42 : Cours de mise en carte, rapport de la commission présenté par Ernest Legrand, décembre 1892.
23. J. SENLIS, op. cit., p. 168-169
24. Un récit complet, défavorable aux grévistes, est publié par le journaliste et collaborateur du Musée Social Léon de Seilhac : « La grève des tullistes de Calais », *Musée social*, bulletin mensuel, n° 4, avril 1901, p. 97-128 ; F. JARRIGE évoque l'intérêt et l'argumentation de Léon de Seilhac pour ces conflits du travail à propos d'une grève ultérieure : « Une invention de Jaurès ? La grève de Graulhet entre hygiénisme et machinisme au début du XX^e siècle », dans *Cahiers Jaurès*, 2011/1, 199, p. 10-11.
25. A. CHAMOUARD, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, 4, n° 96, p. 23-33.
26. *Bulletin mensuel de la chambre syndicale. Association générale des fabricants de tulles et dentelles de Calais (Saint-Pierre)*, 18^e année, octobre 1901, n° 208. Séance du Comité du mercredi 23 octobre 1901.
27. Auguste Isaac, *Journal d'un notable lyonnais 1906-1933*, textes choisis et annotés par Hervé Joly, Lyon, éd. BGA Permezel, 2002, p. 98 et 120. L'auteur remercie Hervé Joly de lui avoir signalé ce lien entre Calais et Lyon.
28. Conseil municipal de Calais, séance du 10 décembre 1901, interpellation de Louchez et réponse de Salembier
29. Voir M. LAGRÉE, *La bénédiction...*, op. cit. ; M.-E. CHESSEL et B. DUMONS (dir.), *Catholicisme et modernisation de la société française (1890-1960)*, Lyon, Cahiers du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, 2, 2003 ; M. A. BEALE, *The Modernist Enterprise. French Elites and the Threat of Modernity (1900-1940)*, Stanford University Press, 1999 ; É. FOUILLOUX, « Intransigeance catholique et "monde moderne" (XIX^e-XX^e siècles) », *Revue d'histoire ecclésiastique*, janvier-juin 2001, p. 71-87.
30. La presse locale relate largement l'événement : *L'Avenir de Calais*, 4 et 9 juillet 1908 ; *Phare de Calais*, 5 et 9 juillet 1908 ; *Le Petit Calaisien*, 9 et 12 juillet 1908 ; *Le Télégramme* (Boulogne-sur-Mer), 9 juillet 1908.
31. *Revue générale d'administration*, Paris, Berger-Levrault et Cie, 1909, tome II, mai à août, p. 116-118.
32. A. PROST, *L'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1968, p. 192 et suiv. ; M. BOUISSY, « Le Sénat et la loi Goblet, une dramaturgie de mots », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 44, n° 1, janvier-mars 1997, p. 133-154.
33. Ouvrières chargées d'enrouler le fil dans les bobines (opérations de wheelage).
34. A. CHATELLE, *Calais pendant la guerre (1914-1918)*, Paris, Quillet, 1927.
35. O. HARDY-HÉMERY, « Les milieux patronaux du Nord et la question de la taxe d'apprentissage dans les années 1920 », dans G. BODÉ et Ph. MARCHAND (dir.), *Formation professionnelle et apprentissage XVIII^e-XX^e siècles*, *Revue du Nord*, n° 17 hors série collection histoire, 2003, p. 233-249 ;

M. THIVEND, « Financement et contrôle des formations techniques et professionnelles à Lyon pendant l'entre-deux-guerres : éclairage sur les enjeux locaux de la mise en œuvre de la taxe d'apprentissage », dans *Le Mouvement Social*, 232, 2010/3, p. 9-27 ; S. LEMBRÉ, *op. cit.*, p. 250-256.

36. Procès-verbal manuscrit de la séance de la commission locale professionnelle du 26 septembre 1925, Arch. mun. de Calais R188. La loi relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commerciale du 25 juillet 1919, dite loi Astier, définit l'enseignement technique en reconnaissant trois catégories d'écoles, publiques, privées reconnues par l'Etat et privées ordinaires. Elle identifie les autorités préposées à cet enseignement et détaille les différentes composantes de cet ordre d'enseignement. Cf. Thérèse CHARMASSON, Anne-Marie LELORRAIN, Yannick RIPA, *L'enseignement technique de la Révolution à nos jours, tome 1 : 1789-1926*, Paris, INRP – Economica, 1987, p. 470-484.

37. J. BASSET, *L'apprentissage en France et à l'étranger*, Calais, Impr. moderne J. Peumery, 1924.

38. J.-M. CHAPOULIE, « Représentations de la main-d'œuvre, actions parlementaires et administratives. Le développement de l'enseignement technique entre les deux guerres », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 88, octobre-décembre 2005, p. 23-47.

39. *Bulletin de la chambre syndicale des fabricants de tulle de Calais*, n° 6, août 1927.

40. Diocèse d'Arras, *Manuel des Œuvres et Institutions*, Arras, Secrétariat des Œuvres catholiques et sociales, 1931, p. 294. Voir J. LEBEAUME, *L'enseignement ménager en France. Sciences et techniques au féminin, 1880-1980*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

41. *Bulletin de la chambre syndicale des fabricants de tulle de Calais*, n° 13, mars 1928.

42. Arch. mun. de Calais, 10W20 : procès-verbaux du conseil de perfectionnement et de la sous-commission du 6 septembre 1927 au 20 juin 1939. Une cinquantaine de séances sont tenues, selon un rythme de moins en moins régulier à partir de 1933.

43. É. DEJONGHE et Y. LE MANER, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, 1940-1944*, Lille, La Voix du Nord, 1999.

44. Arch. diocésaines d'Arras, 4Z36/10/4.

45. Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 39/10⁶.

46. Voyage et entrevues relatées par *Le Phare de Calais*, 1^{er} octobre 1941, puis par Mgr Piedfort dans une lettre à Mgr Dutoit datée du 4 octobre 1941. Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 36/1 et 4 Z 36/4.

47. Dans l'abondante bibliographie, voir M. FERRO, *Pétain*, Paris, Fayard, 1997 ; J.-P. AZÉMA et F. BÉDARIDA (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992 ; M. COINTET, *Nouvelle histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 2011.

48. A. CAUDRON (dir.), *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, Lille, Flandres, Paris, Beauchesne / CHRENO, 1990, p. 467.

49. Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 39/12 : notes sur Monseigneur Piedfort par le chanoine Sence.

50. Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 39/12.

51. S. REBOUL, *Mémoire historique sur le tulle et les dentelles mécaniques de Calais (Saint-Pierre)*, Calais, Impr. Fleury, 1885, p. 49 et 51.

52. F. JARRIGE, « Le martyre de Jacquard ou le mythe de l'inventeur héroïque (France, XIX^e siècle) », *Tracés*, 16, 2009, n° 1, p. 99-117. On renvoie à cet article pour la bibliographie détaillée sur ce personnage.

53. *Bulletin de la chambre syndicale des fabricants de tulle de Calais*, n° 18, août 1928.

54. C. JUDRIN, M. LAURENT, D. VIÉVILLE, *Auguste Rodin : le monument des bourgeois de Calais (1884-1895) dans les collections du Musée Rodin et du Musée des Beaux-Arts de Calais*, Paris, Musée Rodin, Calais, Musée des Beaux-arts, 1977.

55. *Mes Pensées sans ordre*, cahier n° 1, p. 151. L'abbé Étienne, qui a établi un classement thématique des deux cahiers, fait le même constat : « il semble prétentieux de parler de recherche sur le cancer avec M. Vinay. ». Arch. diocésaines d'Arras, 4 Z 36/8.

56. Cf. F. CARON, *op. cit.*, p. 93 et suiv.

57. Arch. dép. du Pas-de-Calais, 12W4 Institut Jacquard de Calais (école municipale de la dentelle mécanique).

RÉSUMÉS

À partir des années 1890, l'abbé Alfred Piedfort s'investit à Calais dans l'activité d'invention au service de la fabrique. La construction de cette réputation technique lui permet de fonder une institution de formation aux métiers du tulle, qui s'impose peu à peu sur la place en dépit de résistances fortes et diverses, au point d'être municipalisée en 1927 sous le nom d'institut Jacquard. La référence à l'inventeur lyonnais suggère la recherche d'une identité de fabrique dans une période difficile pour les débouchés sur des marchés économiques instables. Mgr Piedfort se pose peu à peu en figure centrale dans cette identité calaisienne, grâce à la célébration de son apostolat technique et pédagogique mis au service de la cité.

From the 1890s onwards, Father Alfred Piedfort put a lot of work in the invention activity supporting factories in Calais. The construction of this technical reputation allowed him to create a training institution for mechanical lace-making, which was gradually gaining ground in Calais despite heavy resistance. In 1927, this became a municipal institution under the name of Jacquard institute. The reference to this inventor from Lyons suggests they were looking to build a factory identity during difficult times in unstable economic markets. Bishop Piedfort gradually began to appear as the central figure in this identity of Calais by honoring his technical and educational apostolate implemented in the city.

INDEX

Mots-clés : histoire des techniques, France, Calais, 19^e siècle, 20^e siècle, enseignement technique, invention, fabrique

Keywords : history of technology, France, Calais, 19th century, 20th century, technical education, invention, factory

AUTEUR

STÉPHANE LEMBRÉ

Maitre de conférences en histoire contemporaine - ESPE Lille Nord de France - Centre de recherche et d'études Histoire et sociétés (CREHS)